



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition d'un camion châssis cabine 3.5T
Avec bras de dépose hydraulique + caisson**

Commune de LA FERTE MACE

Place de la République
61600 LA FERTE MACE
Tél : 02 33 14 00 45

SOMMAIRE

- 1 - Dispositions générales du contrat
 - 1.1 - Objet du contrat
 - 1.2 - Décomposition du contrat
- 2 - Pièces contractuelles
- 3 - Durée et délais d'exécution
 - 3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations
 - 3.2 - Délai de livraison
- 4 - Prix
 - 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués
 - 4.2 - Modalités de variation des prix
- 5 - Garanties Financières
- 6 - Avance
 - 6.1 - Conditions de versement et de remboursement
 - 6.2 - Garanties financières de l'avance
- 7 - Modalités de règlement des comptes
 - 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs
 - 7.2 - Présentation des demandes de paiement
 - 7.3 - Délai global de paiement
 - 7.4 - Paiement des cotraitants
- 8 - Conditions d'exécution des prestations
- 9 - Garantie des prestations
- 10 - Pénalités
 - 10.1 - Pénalités de retard
- 11 - Assurances
- 12 - Résiliation du contrat
 - 12.1 - Conditions de résiliation
 - 12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire
- 13 - Règlement des litiges et langues
- 14 - Dérogations
- 15 – Clauses Techniques Particulières
 - 15.1 – Généralités
 - 15.2 – Description du besoin
 - 15.3 – Données à considérer
 - 15.4 – Livrables
 - 15.5 – Annexes 1

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Dans son programme de renouvellement, la Commune de LA FERTE MACE a décidé de remplacer un véhicule camion châssis cabine 3.5T, équipé d'un bras de dépose hydraulique.

La présente consultation et les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent l'acquisition d'un véhicule châssis cabine 3.5T, équipé d'un bras de dépose hydraulique + caisson.

Lieu de livraison :

Commune de LA FERTE MACE
Services Techniques
16, rue Pierre Neveu
61600 LA FERTE MACE

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 1/04/2019.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 1/07/2019.

3.2 - Délai de livraison

L'acte d'engagement fixe le délai de livraison.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et ses annexes.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.

Adresse de facturation :

Commune de LA FERTE MACE
Place de la République
61600 LA FERTE MACE

Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat et telles que détaillées à l'article 15 du présent CCP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

9 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

Le candidat proposera une garantie détaillée au titre de son offre.

10 - Pénalités

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 3,0/1000 de la valeur HT des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 1 000,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de CAEN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 - Dérogations

- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

15 – Clauses Techniques Particulières

15.1 – Généralités

Les prestations prévues au présent marché concernent la commande, préparation et livraison d'un véhicule neuf, type utilitaire de 3.5t, comportant 3 places avec 1 benne équipée de ridelles, pourvu d'un bras ampliroll, rendu franco aux Services Techniques de LA FERTE MACE.

Ce véhicule sera destiné aux tâches et missions quotidiennes des Services Techniques de LA FERTE MACE.

La proposition concerne donc la fourniture d'un véhicule répondant à l'ensemble des critères décrits ci-après, fourni avec tous les équipements et documents nécessaires pour sa mise en circulation à LA FERTE MACE (carte grise, immatriculation, kit de sécurité, garanties réglementaires...).

La Commune de LA FERTE MACE procédant au remplacement d'un véhicule de même type, arrivé en fin de vie, le candidat intégrera dans son offre les conditions de reprises de ce dernier.

15.2 – Description du besoin

Le candidat, pour faire son offre, respectera les caractéristiques techniques qui suivent. L'inventaire des besoins constitue les performances minimales exigées au titre du présent marché. Il détaillera l'ensemble des performances et caractéristiques techniques et fonctionnelles dans son mémoire technique.

Descriptif technique du véhicule

Type	véhicule utilitaire de type châssis cabine
Propulsion / roues arrière jumelées	
Nombre de places	3
PTAC	<= 3.5T, permis B
Charge utile	> 700 Kg
Motorisation	Diésel à partir de 120Cv
Prise de mouvement sur la boîte de vitesse	
Norme antipollution	Dernières normes en vigueur
Boîte de vitesses	Manuelle
Couleur	Blanc constructeur
Châssis	Protection accrue des soubassements et longerons
Suspensions arrière	Renforcé (à préciser)
Caisson	Acier ou équivalent (variante aluminium possible) Amovibles 2 portillons arrière Largeur 2m x longueur 3.20 m mini x Hauteur > 300 mm
Equipements	Radio Bluetooth, rampe 2 gyrophares orange + AK5 Avertisseur sonore de marche arrière Housses de siège pour travaux salissant (conducteur + passagers) Attelage avec crochet mixte et préparation faisceau électrique 1 roue de secours traditionnelle

Descriptif technique du bras hydraulique ampliroll + caisson

Hauteur d'accrochage 920 mm

Puissance de levage opérationnelle 3 Tonnes

Pour caissons de 3200 mm mini

Verrouillage arrière hydraulique

Verrouillage automatique du bras et de la biellette au bennage

Pistes de roulement de 1060 mm

Commande électrique en cabine avec afficheur

Barre anti-encastrément pare cycliste

Attelage mixte homologué pour un PTR A de 5.5 T minimum

Caisson ridelles rabattables 3200 x 2000 x Ht 300 mini

Porte échelle grillagé fixe

Porte arrière à 2 battants

2 rouleaux

Peinture blanc constructeur du châssis

Le candidat détaillera le plan d'entretien recommandé et les vérifications périodiques obligatoires du véhicule et de son bras télescopique. Il précisera entre autres les différents coûts nécessaires et les échéances à respecter (entretien intermédiaire, entretien complet...).

Enfin il pourra proposer au titre de son mémoire technique un contrat d'entretien exhaustif et détaillé et le panel des vérifications périodiques à réaliser pour une période au moins équivalente à la période de garantie proposée au contrat ; la CCIBPB se réservant la possibilité d'y souscrire ou non.

15.3 – Données à considérer

Le véhicule actuel étant en fin de vie et programmé au remplacement par le véhicule, objet du présent marché ; son évacuation fera partie du marché. Le candidat proposera une offre de reprise/évacuation au titre de son offre. Un rapport photographique + copie d la carte grise sont joints en Annexe 1 au présent CCP.

Le titulaire assurera à ses frais toutes les démarches administratives nécessaires et suffisantes relatives à la première mise en circulation du véhicule, objet du présent marché (Immatriculation, Carte grise,...).

15.4 – Livrables

Le candidat prévoit dans son offre toute la documentation et les accessoires nécessaires à la mise en circulation du véhicule et à la conduite du bras intégré.

Une formation à la conduite du bras intégré au véhicule sera réalisée au personnel de la Commune de LA FERTE MACE.

15.5 – Annexes 1

Voir les pages suivantes.



F

PREFECTURE DE L'ORNE

61/001/TERM07/OP13/215

Partie
à découper
lors de la cession ou
de la destruction du véhicule

N° IMMATRICULATION (A)

DATE

DATE DE 1^{re} MISE
EN CIRCULATION (B)NOM (C) Prénoms (D)
NOM d'usage7254 TJ 61 31/10/2002 31/10/2002
MAIRIE DE LA FERTE MACE

DOMICILE (E)

COMMUNE 168 61600 LA FERTE MACE

GENRE

MARQUE (F)

TYPE

CTTE NISSAN

SBFTL029

N° dans la SÉRIE du TYPE (G)

CARROSSERIE

EN.

PUISS.

Pl. ass.

VWASBFTL022156276 BEN AMO GO 10 003

LARG.

SURF.

POIDS T.C.

POIDS à vide

POIDS T.R.

Br. (dBA)

Rég. mot. (tr/mn)

3T500 2T200 5T500 92 2700

DATE

et

N° CERTIFICAT PRÉCÉDENT

NEUF

DROITS PAYÉS SUR ÉTAT

TAXE RÉGION

297,00 E

TAXE PARAFISC.

28,00 E

TOTAL

325,00 E

DATES VISITES TECHNIQUES (Application des articles R. 117-1 à R. 122 du Code de la Route)

VISITE
AVANT LE 31/10/2006
(SAUF REGT. SPEC.)Pour le Préfet,
L'Attaché de Préfecture,
Chef de Bureau

Le

trick CHANTEPIE

02DJ 94398